1. Janvier 1784.

65

tion est infiniment diminué, & les fonds destinés à leur acquittement fort augmentés, a ordonné la révocation desdits arrêts.

Le procès de M^r. le comte de Grasse suivant de nouveaux ordres, fixe en ce moment l'attention de la cour martiale. M^r. le maréchal de Castries a prouvé, dit-on, au conseil d'Etat la nécessité de poursuivre cette affaire, d'absoudre ou de punir les accusés, les raisons du ministre font, à ce qu'on ajoute: que s'il n'y avoit pas de jugement définitif, sur le combat & la défection du 12 Avril, si toutes les parties étoient renvoyées, faute de motifs constatés, pour les innocenter ou punir, cet état d'incertitude auquel ils seroient délaissés, offrieroient aux officiers infubordonnés de M^r. le bailli de Suffren, des subterfuges propres à les dérober à l'aveu de leur défobéissance, & par une fuite de leur retour, à l'infliction des peines, que la nature de leurs délits doit, à ce qu'on prétend, rendre inévitables.

Réponse de Mr. de Calonne à Mr. de Nicolai.

Monsieur,

Je ne cacherai pas sous le voile d'une modestie affectée, le plaisir que me causent les témoignages de bonne opinion & d'estime dont vous venez de m'honorer, au nom de l'auguste compagnie que vous présidez si dignement; en même tems qu'ils excitent toute ma sensibilité, ils me retracent toutes mes obligations. Votre éloquence a jeté des fleurs sur l'entrée de la carrière épineuse où je suis appelé, & votre sagesse m'en a découvert l'immense étendue: si le premier de mes devoirs est de les bien connoître, le second est de n'en pas être trop effrayé; & ce n'est

I. Part.

E